

Avec les syndicats britanniques, à Londres le 26 mars

La crise du système capitaliste touche tous les pays. Partout, gouvernement et patronat prennent prétexte de cette situation pour exploiter encore plus les travailleurs/ses. Pourtant, ce sont eux qui sont responsables de cette situation, c'est leur système économique et politique qui est en cause ! Face à cela, les résistances s'organisent. Dans de nombreux pays de fortes mobilisations ont eu lieu ces derniers mois ; leur coordination à l'échelon européen est indispensable. C'est ce que les syndicats européens signataires de cet appel mettent en œuvre.

Nous soutenons la manifestation des syndicats britanniques et serons présents à Londres le samedi 26 mars.

En Grèce, 8 journées de grève générale ont eu lieu depuis un an. Au Portugal, une grève générale historique a eu lieu le 24 novembre. En France, un mouvement interprofessionnel a touché le pays de mai à novembre avec notamment une grève prolongée en octobre. En Espagne une grève générale a eu lieu le 29 septembre, d'autres grèves ont eu lieu dans l'Etat espagnol le 27 janvier. En Italie des grèves générales ont été organisées en 2010 et d'autres se préparent pour le 11 mars et le 15 avril, ... En Allemagne, en Pologne, en Suisse, en Belgique, partout en Europe les mouvements locaux ou sectoriels se multiplient. La jeunesse n'est pas en reste : en Angleterre, en Italie, en France, elle a manifesté sous ses propres mots d'ordres...

Nous ne voulons pas payer la crise d'un système qui n'est pas le nôtre !

Face à leurs attaques coordonnées ... Alors que la situation actuelle n'est que l'aboutissement logique du système qu'ils entretiennent, patrons et gouvernements essaient de faire croire qu'il faut des mesures exceptionnelles pour un moment exceptionnel. Mais il n'y a rien d'exceptionnel : ils veulent juste continuer à s'enrichir, au détriment de celles et ceux qui ne vivent que de leur travail ! Les attaques que nous subissons de chaque pays européen ont toutes les mêmes caractéristiques : **destruction des services publics, augmentation de la précarité et du chômage, remise en cause du droit à la retraite et à la santé, ...** Il s'agit d'appliquer les ordres du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale, organismes internationaux créés pour défendre les puissants-e-s.

... Organisons-nous ensemble, pour gagner ! Face à cette situation, la solution ne viendra pas de négociations sans rapport de forces. Passer des accords, signer des pactes dans ces conditions, c'est accepter les diktats, c'est tourner le dos aux intérêts des travailleurs/ses. Pour nous, le syndicalisme a comme rôle de défendre les intérêts des travailleurs/ses et de construire une société plus juste : cela passe par un refus des « plans de rigueur », non par leur accompagnement.

Un mouvement de grèves et manifestations est nécessaire à l'échelle européenne. Pour le mouvement syndical, la priorité doit être de construire une telle mobilisation européenne et non pas s'engager dans des négociations avec le patronat pour accepter des accords ou des pactes appliquant les plans de rigueur décidés par la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International. **Construisons ensemble ce mouvement syndical européen et cette mobilisation sociale, sans sectarisme !** Notre soutien à cette manifestation des syndicats britanniques est un des jalons dans ce sens.

Maroc : les cheminots de l'ODR toujours en lutte !

Depuis plus de 4 ans, les militants de l'ODR sont toujours persécutés et continuent à être victimes de répression antisyndicale de la part de la direction de l'Office National des Chemins de Fer au Maroc : **révoications, mutations arbitraires abusives, harcèlement moral, privation des droits humains les plus élémentaires**, tels que les congés, les arrêts de travail pour maladie ...



La politique de draconienne menée par la direction de l'ONCF, au nom de la rentabilité financière, dans la gestion de l'office, mène tout droit à la perte du caractère de service public de l'office (externalisation de plusieurs services vitaux au sein de l'ONCF au secteur privé via la sous-traitance...), ce qui se traduit par des répercussions néfastes sur les services de l'ONCF, tant au niveau du service rendu aux usagers, que pour les cheminots dont la situation sociale et financière se dégradent chaque jour un peu plus.

Devant l'acharnement de la direction de l'ONCF à continuer d'aussi graves violations des Droits de l'Homme, tant en ce qui concerne les droits des salariés que les libertés syndicales, plus particulièrement à l'encontre des militants de l'ODR, le Bureau National de l'Organisation Démocratique du Rail réuni à Rabat organisait un sit-in le 9 mars devant le parlement marocain. Les militants de l'ODR se battent pour la satisfaction de revendications légitimes, particulièrement :

- ⇒ La liberté d'expression,
- ⇒ Le droit d'appartenance à l'organisation syndicale de leur choix.
- ⇒ L'exercice du droit syndical au sein de l'ONCF.
- ⇒ La sauvegarde d'un service ferroviaire public et efficace.
- ⇒ La dignité et l'amélioration de la situation sociale et financière des cheminots.

L'ONCF réprime, la SNCF fait des affaires...

Pour construire la ligne à grande vitesse Casablanca/Tanger, la SNCF bénéficie de marchés passés avec l'ONCF, dans le cadre d'accord entre les états français et marocains. Au Conseil d'Administration de la SNCF, le représentant SUD-Rail a refusé de valider ces marchés, passés au mépris de la situation sociale, de la répression antisyndicale à l'ONCF.

Zimbabwe : la dictature ne sévit pas que dans les pays arabes

Six personnes (syndicalistes, intellectuels militants de la lutte pour les droits de la femme) sont actuellement emprisonnées au Zimbabwe accusées de trahison, pour avoir organisé une réunion à propos des mouvements populaires en Tunisie et Egypte. Elles ont été torturées et risquent la peine de mort. Ces violations extrêmes des droits de l'Homme démontrent que les révoltes tunisienne et égyptienne ne remettent pas seulement en cause les dictatures dans les pays arabes mais bien dans le monde entier. Répondant à un appel à solidarité internationale, l'Union syndicale Solidaires a adressé un message de protestation aux autorités du Zimbabwe et de soutien aux intéressés.

<http://www.freethemnow.com>

Slovénie : soutenons la lutte contre la précarité

Le gouvernement slovène est déterminé à faire passer un projet de loi concernant la création d'une nouvelle forme de contrat de travail, les « mini-jobs », qui attaque les droits des travailleurs : **diminution du salaire, pas de congés payés, non remboursement des dépenses liées au travail et pas d'indemnité de licenciement**. C'est aussi un projet discriminatoire, car destiné aux catégories sociales les plus vulnérables : chômeurs/ses, étudiant-e-s devant travailler pour continuer les études, et retraité-e-s à la recherche de moyens de survivre.

Le syndicat ZSSS (syndicat libre de Slovénie) a recueilli 40 000 signatures pour exiger un référendum qui se tiendra le 10 avril ; mais le gouvernement engage des sommes considérables pour financer sa campagne en faveur de la loi. Sa mise en application entraînerait à moyen terme la disparition des contrats de travail tels que le Contrat à Durée Indéterminé ou même le Contrat à Durée Déterminée, qui assurent un minimum de droits et de protection aux salarié-e-s.

L'Union syndicale Solidaires s'est adressée au gouvernement slovène pour appuyer le syndicat ZSSS :

- Retrait de ce projet de loi.
- Soutien et solidarité au ZSSS dans son combat plus global contre la destruction des acquis sociaux (protection sociale, services publics), conséquence de la politique économique ultra libérale conduite par l'Union Européenne.
- Relais vers nos partenaires syndicaux européens, pour qu'ils appuient cette campagne.

www.zsss.si

Algérie : la révolte des travailleurs pétroliers du Sahara

Le comité international de soutien au syndicalisme autonome algérien (CISA) souligne l'événement majeur que constitue la récente mobilisation des travailleurs de la Sonatrach, la société nationale d'exploitation des hydrocarbures, dans les zones sahariennes où sont extraits le gaz et le pétrole, principales richesses du pays (98 % des exportations et 60 % du budget de l'État). Jusqu'alors, les multiples sites d'exploitation, gérés par la Sonatrach avec des firmes multinationales américaines et européennes, étaient autant de zones de non-droit social et syndical, où les travailleurs algériens subissent des conditions de travail très éprouvantes, pour des salaires d'une insignifiante faiblesse.

Le 3 mars, plus d'un millier de travailleurs du grand site gazier de Hassi R'mel se sont rassemblés devant la direction régionale de Sonatrach. Ils réclament une augmentation de 100 % du salaire de base et une revalorisation de l'indemnité de zone et des conditions de vie (IZCV), qui reste calculée sur la base d'un salaire minimum mensuel de 6 800 dinars, alors que celui-ci est de 15 000 dinars (soit 150 euros, niveau lui-même ridiculement faible au regard du coût de la vie). Idem pour la « prime de nuisance », d'un niveau dérisoire (800 à 2 400 dinars par mois) et l'« indemnité de travail posté », alors que les pétroliers travaillent chaque jour dans des conditions dangereuses.

Les militants syndicaux indépendants ont distribué aux travailleurs de Sonatrach un appel à la mobilisation, intitulé « Halte à la hogra (mépris) », qui affirme notamment : « Au moment où tous les secteurs d'activité connaissent des augmentations de salaires conséquentes, **les décideurs de l'entreprise Sonatrach continuent d'ignorer les préoccupations majeures de leurs travailleurs en affichant un mépris et un silence absolu en complicité avec le syndicat national [PUGTA].** Ce dernier s'est désinvesti de ses prérogatives, en priorisant leurs intérêts et privilèges au détriment des droits légitimes des travailleurs. » « Pour l'heure, nous lançons un avertissement à la direction », a expliqué à la presse l'un des dirigeants du mouvement, « mais si les responsables à Alger continuent de faire la sourde oreille, nous décréterons une grève de la faim générale. C'est la seule manière qui nous reste pour se faire entendre. »

Les cadres de Sonatrach travaillant dans les zones sahariennes ne sont pas en reste. Ils ont commencé à se mobiliser sur plusieurs sites, comme sur la base de vie de Stah à In Aménas (Illizi), où un syndicaliste « autonome » a déclaré : « Nous avons un salaire minable comparativement à celui des expatriés. **Nous avons le même travail, mais nous, algériens, sommes payés à 500 euros [par mois], tandis que les salaires des expatriés atteignent parfois les 10 000 euros.** » Et un autre de préciser : « Nous assistons ces dernières années à l'aggravation de certains maux à l'instar du stress. Nous avons 40 % de nos effectifs qui souffrent de maladies chroniques, un chiffre qui est très sensible à mon avis. Il y a surtout des diabétiques, des hypertendus et des cardiaques. Après vingt à vingt-cinq ans de travail dans un milieu aussi stressant, il y en a peu qui peuvent sortir indemnes »...

www.cisa-solidaritesyndicats-algerie.org

Espagne : manifestation à Madrid, le 12 mars

La CGT de l'Etat espagnol organisait une manifestation nationale à Madrid le 12 mars. Il s'agissait de dire publiquement et fortement le refus du pacte social signé par le gouvernement, le patronat, et les syndicats UGT et Commissions ouvrières. Ce pacte entérine des reculs sociaux très importants, notamment sur le droit à la retraite. Pour les camarades de la CGT-e, cette initiative est une étape dans la campagne lancée depuis la grève générale du 29 septembre 2010.

Outre le droit à la retraite, la CGT-e met en avant la répartition des richesses, le partage du travail par les 35 heures hebdomadaires, la défense des services publics... www.cgt.org.es



Grèce : les sans-papiers en grève de la faim ont gagné !

Les grévistes de la faim ont eu gain de cause, après 44 jours. Sous la pression des grévistes et de la solidarité internationale, le gouvernement grec a été obligé de donner raison aux 300 grévistes ! La solidarité et l'humanité ont gagné une bataille de plus. Les grévistes de la faim ont obtenu :

- ⇒ la réduction du nombre de jours travaillés nécessaire au renouvellement du permis de séjour (120 jours de travail par an au lieu de 180) ;
- ⇒ la réduction des années de travail nécessaires pour obtenir la carte de séjour (8 au lieu de 12) ;
- ⇒ une période de grâce, renouvelable chaque 6 mois jusqu'à ce qu'ils complètent les 8 années dont ils ont besoin pour acquérir le droit de séjour.
- ⇒ De plus, ils ont obtenu le droit d'accès à la sécurité sociale avec 50 jours de travail par année (pour les travailleurs grecs aussi !), et l'accès aux documents de voyage leur permettant de visiter leurs pays d'origine.

Rail Sans Frontière : un réseau syndical international

Fruit des liens intersyndicaux tissés depuis plusieurs années, le bulletin n°1 du réseau Rail Sans Frontière vient de sortir. Au sommaire :

- ⇒ **TGV Casablanca/Tanger**, encore un éléphant blanc à la marocaine.
- ⇒ **Maroc, ONCF** : libertés syndicales bafouées, syndicalistes réprimés.
- ⇒ **Sénégal** : le service public ferroviaire, urgence sociale et écologique.
- ⇒ **Les terres de Transrail** bradées en catimini par des porteurs de masque.
- ⇒ **1947, une grève mythique !**
- ⇒ **Burkina** : une bataille pour le respect du droit.
- ⇒ Motion de **soutien au Syndicat Libre des Cheminots du Burkina**.
- ⇒ **Forum Social Mondial** à Dakar.
- ⇒ **SNCF privatisée**, besoins sacrifiés.
- ⇒ **SNCF, la répression** à l'œuvre.
- ⇒ **Conférence syndicale européenne** pour le service public des transports.
- ⇒ **Résolution du réseau Rail Sans Frontière**.

Sont parties prenantes de ce premier numéro : le syndicat autonome des travailleurs du rail (SATRAIL, Sénégal), le syndicat du Petit Train de Banlieue (SYNPTB, Sénégal), le Syndicat des Travailleurs du Rail (SYTRAIL, Mali), le collectif citoyen pour la restitution et de le développement intégré du rail malien (COCIDIRAIL, Mali), le syndicat libre des cheminots du Burkina (SLCB, Burkina), l'organisation démocratique du rail (ODR, Maroc), l'association marocaine des droits de l'Homme (AMDH, Maroc), transnational information exchange (TIE, Allemagne), le syndicat fédéral des cheminots de la CGT d'Espagne (SFF-CGT, Espagne), la fédération des syndicats SUD-Rail (SUD-Rail, France).



Libye, Bahreïn, Yémen : les hypocrites sont à l'œuvre

Depuis le soulèvement du 17 février, **Kadhafi commet de véritables crimes contre le peuple libyen, en toute impunité**, alors que les gouvernements occidentaux et les dictatures du monde arabe hésitent, tergiversent, s'entendent sur résolution du Conseil de sécurité de l'ONU, sur des modalités d'intervention militaire. **Les résistants de Benghazi accueillent favorablement tout ce qui s'attaque à Kadhafi** : comment ne pas le comprendre ! Pour autant, ne soyons ni naïfs, ni dupes : **l'intervention militaire occidentale n'est pas motivée par des raisons humanitaires, encore moins par un souci d'appuyer l'émancipation du peuple de Libye**. Il s'agit pour ces puissances d'anticiper un « nouvel ordre » dans cette région du monde, en y maintenant leurs intérêts.

Dans le même temps, les troupes d'Arabie Saoudite et des Emirats Arabes Unis sont entrées au Bahreïn, à la demande du monarque et avec l'accord des Etats-Unis (et de l'Union Européenne, implicitement), pour réprimer un mouvement totalement pacifique ; de nombreux manifestants sont enlevés par ce qui ressemble à des escadrons de la mort...

Il faut dénoncer **l'hypocrisie de tous ces dirigeants qui affichent un pseudo-soutien à la révolte libyenne** :

- ⊗ **Alors qu'ils ont accueilli Kadhafi avec tous les honneurs durant des années,**
- ⊗ **après avoir laissé à celui-ci toute latitude pour massacrer les manifestants,**
- ⊗ **et tandis qu'ils répriment les résistants au Bahreïn ou au Yémen.**

Mais la production de pétrole à Bahreïn est bien plus importante que celle de Libye, et Bahreïn joue un rôle géo-militaire considérable pour l'armée américaine ... On est bien loin des discours « humanistes » tardifs à propos de la Libye...

Délégation Solidaires en Tunisie

Une délégation de l'Union syndicale Solidaires se rendra en Tunisie, entre le 27 mars et le 2 avril. Nous y rencontrerons les syndicalistes avec lequel-le-s nous sommes en relation depuis plusieurs années (collectifs syndicaux UGTT des PTT, de l'Education, des chemins de fer, de Redeyef), et aussi d'autres mouvements sociaux. Cette initiative est organisée dans le cadre du réseau syndical euro-méditerranéen (des représentants du SNAPAP d'Algérie, de la CGT d'Espagne seront présents), et nous en avons informé tous nos partenaires syndicaux en Europe ; ainsi le syndicat basque LAB sera aussi représenté.



En complément à ce bulletin, vous pouvez retrouver les matériels liés à l'actualité internationale et le matériel de la commission internationale de Solidaires sur notre site à l'adresse suivante : <http://www.solidaires.org/article12420.html>